



Paris, le 20 décembre 2011

Communiqué du Bureau national

Education nationale : le Parti socialiste demande un moratoire immédiat sur les suppressions de postes

Alors que les premières informations relatives à la carte scolaire parviennent, le Parti Socialiste s'alarme des conditions de la prochaine rentrée de septembre 2012, qui verra l'école subir les conséquences de la suppression de 14 000 postes, après les 66 000 suppressions déjà opérées depuis 2007. Le Parti socialiste demande un moratoire immédiat sur les suppressions de postes.

Dans la crise que nous traversons, l'investissement dans l'avenir de nos enfants et dans l'école publique devrait être une priorité. Pourtant, le gouvernement ne cesse d'abîmer le service public d'éducation. Cette irresponsabilité est inacceptable. Toutes les académies seront touchées sauf une, quelle que soit l'évolution du nombre d'élèves. Ces suppressions aveugles, qui ne tiennent pas compte de la réalité démographique, vont encore aggraver une situation pourtant déjà très dégradée. Les conséquences de ces coupes budgétaires seront désastreuses : classes surchargées, enseignements et options supprimés, remplacements non assurés, recours aux emplois précaires, effondrement de la scolarisation des enfants de moins de 3 ans... L'école primaire est particulièrement touchée par cette saignée, avec 5700 postes en moins. Alors que toutes les études internationales démontrent que la France souffre d'un déficit d'investissement dans l'enseignement primaire, ces suppressions confirment que le gouvernement a cyniquement décidé de sacrifier l'éducation de nos enfants et l'avenir du pays.

A ces restrictions budgétaires s'ajoutent depuis 2007 des mesures régressives et dangereuses pour l'école : la suppression de la carte scolaire qui se traduit par une ségrégation sociale et scolaire, la semaine imposée des 4 jours à l'école primaire qui dégrade considérablement les conditions d'apprentissage des élèves, la réforme de la formation des enseignants qui conduit à un déficit de préparation des enseignants à leur futur métier, la scolarisation des enfants de moins de trois ans qui est rendue de plus en plus difficile.

L'éducation subit de plein fouet les politiques gouvernementales et traverse une crise majeure. Malgré tous les efforts de la communauté éducative, la mobilisation des collectivités territoriales, la démocratisation scolaire est en panne : les résultats stagnent depuis plusieurs années, les inégalités s'accroissent fortement, les sorties sans qualification demeurent préoccupantes.

Partout en France, les élus socialistes se mobiliseront et seront aux côtés des Français pour dénoncer ces suppressions ineptes et leurs conséquences désastreuses.

François Hollande et le Parti socialiste proposent pour notre pays une toute autre politique. Un nouveau pacte éducatif donnera la priorité à l'école maternelle et primaire, créera une réelle formation pratique et professionnelle des enseignants, relancera l'éducation prioritaire dans les quartiers populaires, revalorisera les métiers de l'éducation, améliorera les rythmes éducatifs, engagera une revalorisation des filières professionnelles.